

L'unanimité...y compris contre le prédateur

Que les Bas-alpins soient rassurés : l'eau ne devrait pas manquer cet été dans le département où *"la situation se présente assez favorablement tant pour les usages agricoles que pour ceux concernant l'eau potable"*, tel que l'a assuré André Laurens, conseiller (PS) de Mézel. Et ce, malgré un déficit pluviométrique moyen de 12% avec des secteurs plus touchés que d'autres à l'instar de l'Ubaye où l'on relèvera 36% de pluie en moins... Tout cela au 30 avril avant les fortes averses de ce mois de juin.

Le loup en ligne de mire

Si la situation n'est donc pas inquiétante en matière de sécheresse, en revanche les conseillers généraux ont été unanimes à reconnaître hier en séance plénière qu'elle l'est en ce qui concerne le loup. La recrudescence des attaques depuis le début de l'année, la plus récente étant celle de Revest-du-Bion, a d'ailleurs donné lieu à diverses interventions contre le prédateur.

"La population a atteint le niveau d'une installation pérenne, assure Lucien Gilly (PS), conseiller de Barcelonnette. il est temps de passer à une régulation et à un éloignement du loup des villages et des pâturages. Et de s'interroger : "Faudra-t-il

que les parents surveillent la rentrée des enfants comme l'on surveille aujourd'hui celle des troupeaux?"

Marcel Clément (PS), conseiller de La Motte-du-Caire affirme lui aussi que *"les enfants sont menacés par le loup qui vient jusque dans les maisons!"* Des menaces partagées par Gérard De Meester, conseiller (EE-Les Verts) de Peyruis, qui, après avoir réaffirmé sa solidarité avec la profession ovine, se dit *"conscient de l'approche du prédateur des habitants" et donc "favorable à la mise en place de moyens nécessaires pour assurer la sécurité"*, avant d'évoquer notamment la nécessité *"de renforcer la présence de l'homme dans les montagnes et les alpages face à l'accroissement de la taille des troupeaux."*

De son côté Serge Sardella, conseiller (Div. d.) des Mées se demande *"s'il faudra attendre la mort du petit chaperon rouge pour agir"* tandis que le président Jean-Louis Bianco réclamait tel que l'avait fait M. Gilly, la sortie de la France de la convention de Berne, rappelant que *"l'espèce en voie de disparition n'est pas le loup mais le berger"* et que désormais *"c'est la vie des habitants qui est en danger"*.

Autre sujet d'actualité évoqué, la future intercommuni-

té avec un rappel par Gibert Sauvan, premier vice-président (PS), de l'échéancier du schéma départemental de coopération intercommunale de la préfète et de la commission départementale (CDCI). *"Sur les 292 avis attendus, 18, provenant tous de communes, sont parvenus en préfecture, a notamment indiqué M. Sauvan, dix sont favorables au schéma et huit défavorables."*

Et de rappeler que tous les avis seront analysés en août par un groupe de travail de la CDCI, laquelle devra notamment se réunir à la mi-novembre *"pour délibérer sur un projet alternatif. Si ce dernier recueille deux tiers des voix, la préfète devra s'y tenir"*.

Philippe DUBERNARD



La dernière séance plénière du conseil général avant la trêve estivale avait lieu hier matin.

/ PHOTO FRÉDÉRIC SPEICH